



Yvonne Preiswerk et Marie Thorndahl (dir.)

## Créativité, femmes et développement

Graduate Institute Publications

---

## Questions et réponses pour poursuivre la réflexion

---

DOI : 10.4000/books.iheid.6673

Éditeur : Graduate Institute Publications

Lieu d'édition : Graduate Institute Publications

Année d'édition : 1997

Date de mise en ligne : 8 novembre 2016

Collection : Genre et développement. Rencontres

ISBN électronique : 9782940503735



<http://books.openedition.org>

### Référence électronique

*Questions et réponses pour poursuivre la réflexion* In : *Créativité, femmes et développement* [en ligne].

Genève : Graduate Institute Publications, 1997 (généré le 25 avril 2019). Disponible sur Internet :

<<http://books.openedition.org/iheid/6673>>. ISBN : 9782940503735. DOI : 10.4000/books.iheid.6673.

---

Ce document a été généré automatiquement le 25 avril 2019.

---

# Questions et réponses pour poursuivre la réflexion

---

## Pourquoi l'approche genre rencontre-t-elle tant de succès au Sud ?

- 1 **Didier Allagbada** : La forte demande au Niger pour les ateliers de formation des agents de développement aux questions de genre n'est pas spontanément exprimée par la base. L'approche genre est inscrite dans le cahier des charges des agences de développement, des bailleurs de fonds, c'est certain.
- 2 **Chrystel Ferret Balmer** : Il faut aussi parler d'un phénomène important qui favorise nos ateliers de formation dans le contexte nigérien. Nous sommes ici en présence d'une culture traditionnelle, plutôt collective, où l'individu se positionne toujours par rapport au groupe. Lorsqu'on est jeune, on est dans la classe des jeunes, puis on passe dans la classe des femmes ou dans celle des hommes sans mener une réflexion sur soi-même. Les ateliers ont permis aux personnes d'exister en tant qu'individualité. Cette innovation a finalement déclenché des phénomènes psychologiques importants. Le travail sur les stéréotypes, mené en groupes séparés de femmes et d'hommes, permet de faire un autoportrait et un portrait de l'autre sexe. Ces portraits sont ensuite confrontés pour faire admettre au groupe des hommes que les femmes peuvent, par exemple, se considérer comme intelligentes. L'avantage du Niger, c'est que les gens expriment ouvertement ces stéréotypes dans la mesure où ils vivent dans une culture où les qualités de chaque sexe sont clairement définies. En Europe, ce travail serait beaucoup plus difficile à mener parce que les hommes n'osent pas exprimer ces stéréotypes même s'ils n'en pensent pas moins.
- 3 **Didier Allagbada** : L'autre phénomène qui favorise peut-être cette approche au Niger est lié aux remises en question des hommes par eux-mêmes. C'est pourquoi je pense que les problèmes de rapports de pouvoir sont d'abord un problème d'hommes. En raison de la crise économique, dans une situation où les fonctionnaires de l'État (qui sont les salariés les plus permanents) se retrouvent avec des mois de salaires impayés, la famille doit continuer à vivre, les enfants de manger, d'aller à l'école, etc. Ce sont donc les femmes qui

« font bouillir la marmite ». Curieusement, les femmes ne revendiquent pas l'acquisition du pouvoir. Ce sont les hommes qui posent la question du partage du pouvoir. Ils se disent : « D'accord, nous sommes des hommes, nous avons le pouvoir, mais qu'en avons-nous fait et que pouvons-nous faire de plus ? » Il n'existe pas vraiment une réticence des hommes par rapport à ce qu'apportent et peuvent apporter les femmes.

## Des femmes individuelles ou des collectifs se battent pour la liberté et l'égalité. Quel en est le poids face à l'État et aux institutions religieuses ?

*On Bangladesh. What do you mean when you say a weak State?*

- 4 **Tazeen Murshid** : I think that a military State is a weak State. A State which uses retention is a weak State because it is not doing it through democratic debate and discussion. It hammers you so that you only have to agree. The last election is an interesting indicator because the voter turnout was 73%; it is probably the highest in the world. The participation of women was equal, if not higher, than the one of men. Women realised that if they are to make a difference they have to go out and vote. Even old women that never voted said: "My vote is very important".

*What is the influence of Taslima Nasreen on the movement of women and on women in general in Bangladesh?*

- 5 **Tazeen Murshid**: Taslima works and her style has been a problem for the women's movement because women say: "We have been doing this work all along, we have been working quietly and suddenly the movement has been derailed because she has taken the agenda away on to less important issues". However on the long run perhaps Taslima has opened the eyes of the younger generations. Her work is so popular, maybe because of the sexual dimension, but she was also writing on other things. So, it is a mixed bag. The illiterate women have probably never heard about Taslima. Those who read her have a very mixed response. She is most popular among people under 30.

*Pour les « Cent mesures » du Maghreb-Égalité, comment avez-vous pu passer au travers de l'arsenal discriminatoire de vos pays respectifs pour élaborer ce collectif ?*

- 6 **Leïla Rhiwi** : C'est l'unification des différentes approches qui a constitué la difficulté majeure pour la rédaction des Cent mesures. Le code tunisien était extrêmement avancé, quasiment comme un code européen. L'obligation était de ne pas passer en dessous, et la bataille a été dure. Le Maroc connaît un islam assez ouvert. Malgré des codes séculiers et des femmes de plus en plus présentes dans l'espace public, il subsiste beaucoup de discriminations. La juriste marocaine qui a participé à l'élaboration des Cent mesures est une spécialiste du texte religieux et de ses différentes interprétations. Elle se situe dans le mouvement de l'islam progressiste qui a une interprétation positive des textes. C'est ainsi que nous avons passé les barrières discriminatoires, en prétendant que nous sommes musulmanes, que nous voulons vivre avec un code qui ne soit pas contre l'islam même s'il est fondé sur les principes universels des droits de l'homme.

- 7 **Caroline Brac de la Perrière** : En Algérie, la situation est différente et l'on ne peut généraliser la position marocaine. La position à adopter par rapport à la religion dépend d'abord de son utilisation dominante. Le religieux est utilisé par le politique et, dès que les femmes veulent négocier avec les représentants politiques, elles se confrontent à un refus. C'est pourquoi les femmes algériennes ont tout de suite demandé une séparation nette entre le législatif laïque et religieux. Les Marocaines ont de leur côté toujours gardé une approche religieuse, comme culture et comme fait de société, mais aussi comme approche stratégique par rapport à leur propre contexte social.

*Qu'en est-il de l'islam au Niger ?*

- 8 **Chrystel Ferret Balmer** : Lors de nos ateliers de formation pour intégrer l'approche genre dans les projets de développement, nous avons réalisé que nous ne pouvions qu'utiliser l'islam pour mener à bien notre projet. On ne peut prétendre que l'islam n'existe pas. Les meilleurs avocats de nos ateliers étaient des hommes très religieux qui avaient pour conviction que la religion est une manière d'aider les gens à vivre ensemble et non pas pour opprimer une partie de la population. Ils sont les avocats de notre approche face à d'autres hommes qui utilisent l'islam pour défendre d'autres intérêts particuliers comme la possibilité d'être polygame ou se désengager de leurs obligations familiales. L'expérience maghrébine et donc très intéressante à faire connaître au Niger dans la mesure où les Nigériennes sont très démunies face à ces problèmes d'articulation entre le juridique et le religieux. En tant qu'ancienne colonie, la tendance est de se raccrocher au Code civil d'inspiration française qui ne correspond pourtant pas à la réalité sociale, surtout dans la période actuelle où de plus en plus de gens se tournent vers la religion face aux difficultés quotidiennes. On devancerait mieux les choses en partant de la religion au lieu de continuer à se battre avec le Code civil.

**Pour les femmes, l'essentiel au quotidien signifie d'abord la production et la consommation de biens, puis la qualité de leur environnement et finalement la culture.**

*Certaines de ces revendications existent dans les pays du Nord également. Au-delà du cas exceptionnel des deux femmes paysannes lucernoises, quelle est la situation de la femme paysanne en Suisse aujourd'hui ?*

- 9 **Corinne Wacker** : L'Europe est traversée de bouleversements énormes dus aux effets de la globalisation du marché. Le paysannat suisse vit une révolution sournoise par la disparition des paysans et le rôle silencieux de la femme dans les exploitations agricoles. Traditionnellement beaucoup plus diversifiées, les exploitations agricoles offraient une meilleure position aux femmes. Aujourd'hui, les contraintes du marché nécessitent des productions de plus en plus compétitives et en appellent à la mécanisation. Ainsi le rôle de la femme se détériore. De ces constats sont nés nos propositions que je rappelle ici brièvement :
- mettre la femme productive au centre de l'économie. La femme active économiquement ne l'est pas seulement pour l'économie de marché mais également pour l'économie de subsistance. Mettre la femme (ou l'humain) au centre d'une politique économique revient à

dire qu'il ne s'agit plus d'adapter la démographie à l'économie mais l'économie aux choix démographiques de la société. Une adaptation du marché à l'économie en Europe signifie aujourd'hui adapter les produits aux consommateurs et aux producteurs.

- questionner la formation des prix. La politique à suivre serait d'inclure les coûts sociaux et écologiques dans la production globale et dans les prix. L'alternative proposée par les différents mouvements sociaux (écologiques, féminins, de consommateurs...) est d'évaluer le rôle de l'État et de définir les prix en y incluant ces coûts annexes.
- réquisitionner le marché. Il devrait partir d'une culture de subsistance axée sur les besoins régionaux. Cela permettrait de redonner à la femme un rôle plus actif dans l'économie alimentaire.

***Ces préoccupations du Nord ont-elles leur écho dans le Sud et sous quelle forme ?***

***D'ailleurs, y a-t-il une différence ? N'est-ce pas aussi une question de crise, principalement ?***

- 10 **Ousmane Dianor** : Il faut réfléchir au rôle de la femme en terme de coûts et de bénéfices pour la société même si cette position peut choquer. Des changements trop brutaux dans la redéfinition des rôles et des pouvoirs entre les sexes peuvent induire des changements très importants. L'ajustement structurel en Afrique est en train de prendre le pas sur le pouvoir des hommes et remet en cause la manière dont ils gèrent leur vie. C'est un processus que l'on ne maîtrise pas parce qu'il vient de l'extérieur à travers les politiques économiques. C'est le moment de réfléchir aux conséquences de ces bouleversements.
- 11 **Didier Allagbada** : Ousmane Dianor pose la question de la dimension humaine des projets de développement et des changements de société que ceux-ci induisent. On peut s'inquiéter des nouvelles conditionnalités de financement des agences internationales pour faire pression sur les États. L'État licencie ses fonctionnaires hommes, mariés pour la plupart. Mis au chômage, ils se retrouvent à la merci des femmes. Dans une relation de cause à effet, une étude menée au Niger montre que les divorces sont en très forte progression dans la capitale et que 90% de ceux-ci sont initiés par les femmes malgré le contexte social musulman. L'homme ne peut plus jouer son rôle de chef de famille. Dans cette perspective, les inquiétudes d'Ousmane Dianor sur les bouleversements sociaux non contrôlés sont partagées par d'autres pays.
- 12 **Chrystel Ferret Balmer** : La question d'Ousmane Dianor est de savoir si l'on peut ou doit permettre un bouleversement supplémentaire. Pourtant, si on ne le fait pas, on continuera comme ces trente dernières années au cours desquelles les projets de développement ont donné aux femmes des charges de travail supplémentaires tout en ne leur accordant qu'une part infime du pouvoir. Si nous voulons promouvoir un développement qui intègre la totalité des groupes sociaux, nous devons aussi informer les hommes sur le rôle des femmes et de leur nécessaire reconnaissance. Parler de coûts sociaux d'une telle opération n'est pas d'actualité. Le développement doit s'engager dans des choix militants dans lesquels l'approche genre est indispensable. On ne peut plus se contenter d'affirmer que c'est du côté des femmes qu'il y a un problème. Bien sûr, les hommes ne veulent pas perdre le pouvoir. Pourtant, nous avons constaté au Niger que ce pouvoir pesait aux hommes. Il s'agit aujourd'hui de donner aux hommes la possibilité d'exister sans le pouvoir absolu, en étant coopératifs et partenaires avec les femmes.
- 13 **Corinne Wacker** : En Suisse, c'est à cause de la crise économique que l'on reparle des femmes. Pourtant, par la nouvelle approche genre, c'est l'homme qui supporte les

changements. D'une part il est fier que sa femme prenne de l'importance, devienne célèbre, mais d'autre part, c'est lui qui reste à l'exploitation agricole – qui ne peut pas grandir à cause des contraintes externes. De ce fait, il se transforme presque en homme de ménage. Les hommes et les femmes discutent beaucoup des nouvelles orientations des rôles sociaux. Ainsi les relations hommes-femmes se renégocient constamment. Pour les femmes, les nouvelles alternatives de développement se jouent donc dans les relations femmes-femmes. Ce n'est que si les femmes s'organisent mieux qu'elles seront plus respectées dans leurs foyers. Malheureusement, il semble que dans les rapports sociaux entre hommes et femmes, ce sont encore les femmes qui doivent avoir des idées neuves dans ce domaine.

- 14 **Isabel Rauber** : Le débat s'est cantonné sur la question de pouvoir et d'égalité. Pour moi, la question la plus fondamentale est de nature culturelle et identitaire. Il s'agit d'abord de la question de l'identité de l'homme qui a peur. Il est terrorisé à l'idée de perdre quelque chose qu'il possède depuis des millénaires et qui est considéré comme masculin. Le problème est très profond car il ne s'agit pas seulement d'une question d'hommes mais aussi d'une question de femmes. Nous nous imaginons volontiers dans une situation de pouvoir mais nous n'aimons pas l'homme timide, pleurnichard... Ce sont des identités millénaires. La question de genre est très profonde. Il faut réaffirmer que la problématique de genre est une question culturelle qui nous concerne tous et il convient de l'introduire dans tous les domaines sociaux pour sensibiliser et former les deux sexes.
- 15 **Isabelle Milbert** : Pour ce qui est de l'exemple de Bombay, en temps de crise, on ne donne absolument rien aux femmes. Elles sont les dernières informées et les premières victimes des problèmes d'assainissement. Ce que Mahua Ray Chaudhuri décrit, c'est la force qu'une organisation de femmes peut avoir pour saisir ce fil extrêmement ténu qui permet l'intervention d'une ONG. Cet acteur exogène leur permet d'entamer la discussion. À la base, la situation est tellement dramatique que les gens n'arrivent plus à travailler ensemble. Le grand changement, dans l'intervention des ONG, c'est la possibilité de s'auto-organiser. Dès lors, il n'y a plus de conflits hommes-femmes, il n'y a plus de clivages mais des nécessités urgentes autour de problèmes d'eau et d'accès aux toilettes. Et il faut y répondre pour le bien de tous.
- 16 **Mahua Ray Chaudhuri** : C'est vrai que les femmes se retrouvent parce qu'elles sont confrontées aux mêmes problèmes, qu'elles ont des nécessités absolues. Il est important qu'une ONG intervienne au début afin de faire prendre conscience qu'il est possible de s'organiser pour régler les problèmes immédiats. Une fois qu'une solution marche, il y a multiplication d'initiatives pour couvrir les aires géographiques différentes et des domaines de plus en plus larges, grâce à un effet de démonstration.
- 17 **Didier Allagbada** : Au Niger, il existe aussi des ONG féminines qui sont censées s'occuper de salubrité publique. Hélas, elles ne sont pas payées. Les projets sont financés par les agences internationales de développement. Comme par hasard, tout le monde salit mais ce sont les groupements de femmes qui s'organisent pour nettoyer.